

## Mésaventures politiques de la bourgeoisie française, Marc Loris <sup>1</sup>

*Décembre 1943*

*Tiré de contributions de Jean van Heijenoort. Manifeste du CEI de la IVème Internationale. La France sous Hitler et Pétain.*

*(cf. R. Prager, Les Congrès de la IVe Internationale. T. II L'Internationale dans la Guerre, pp. 35-44)*

*CLT, numéro 65, mars 1999*

La défaite militaire de la France a été suivie d'un développement politique notablement différent de celui des autres pays envahis par l'impérialisme allemand. Alors que les gouvernements hollandais et norvégiens transportaient simplement leur mobilier de La Haye et Oslo à Londres, le gouvernement français s'effondra, son essai de se rendre en Afrique du Nord pour continuer la guerre échoua et il céda la place à un nouveau régime.

### **Le gouvernement de Vichy**

Dans les autres pays occupés par les Allemands, les places occupées par les gouvernements émigrés à Londres furent prises soit par des satrapes hitlériens ou des aventuriers politiques du pays — les Quisling et Mussert. Autour de ces derniers se rassemblèrent tous ceux qui espéraient tirer profit de la victoire allemande. Cependant les Quisling n'ont jamais pu prétendre à représenter plus qu'une minorité des classes possédantes et devinrent de simples Gauleiter.

En France, en juillet 1940, les députés et les sénateurs, gardiens sacrés de la IIIe République, remirent le pouvoir aux mains de Pétain-Weygand-Laval, à Vichy. La nouvelle bande était un instrument politique, non d'une minorité mais de la grande majorité des classes possédantes de France. Ayant perdu tout espoir d'une victoire anglaise et ne pensant à rien de plus qu'à sauver ce qu'elle pouvait par la « *collaboration* », la bourgeoisie abandonna la lutte contre l'impérialisme allemand. L'instrument de cette politique fut le gouvernement de Vichy. Les aventuriers fascistes comme Doriot et autres ne reçurent pas le pouvoir, à la différence de Quisling, mais furent réduits à un rôle subalterne : dans les mains des chefs allemands, ils devinrent un moyen de pression auxiliaire sur Vichy.

La cause de ce développement spécial en France doit avant tout être cherchée dans son histoire politique pendant les années d'avant-guerre. Février 1934 avait marqué la rupture de la stabilité politique en France, la polarisation du pays entre deux camps opposés et annoncé la fin du régime démocratique. L'offensive révolutionnaire de 1936 fut incapable d'obtenir une conclusion victorieuse, du fait de l'échec de la direction ouvrière (Blum, Jouhaux, Thorez). Après la défaite du tournant à gauche, le centre de gravité politique commença à se déplacer peu à peu vers la droite. Daladier, la veille encore héros du Front populaire, gouvernait de plus en plus par décrets-lois. On avait évité la crise révolutionnaire, mais aucun problème fondamental n'était résolu. Chaque classe de la société était dressée contre les autres.

Expliquée en grande partie par ces développements politiques, la débâcle militaire ébranla la bourgeoisie française qui était encore toute tremblante de la crise révolutionnaire et ne se préoccupait que de consolider une fois de plus son emprise sur le pays. Il apparaît dès lors clairement que, du point de vue de l'impérialisme français, la décision juste aurait été de continuer la guerre contre l'Allemagne en juillet 1940 d'Alger ou de Londres, avec toutes les ressources de ses colonies et sa Flotte intacte.

---

<sup>1</sup> « *Political Misadventures of the French Bourgeoisie* », *Fourth International*, janvier 1943, pp. 83-88.

Cependant l'erreur des gens de Vichy ne fut pas seulement une erreur technique d'appréciation des forces militaires en présence, mais fut déterminée par une nécessité politique bien plus profonde.

Pour pouvoir continuer la lutte, la bourgeoisie française aurait eu besoin de confiance en soi et d'une cohésion politique bien au-delà de ses forces. A peine sortie de la crise révolutionnaire, politiquement divisée, sans perspectives du lendemain, elle vit dans une entente avec Hitler la décision la plus sûre pour le moment. Ainsi naquit le régime de Vichy, qu'on ne peut attribuer ni à une erreur de calcul ni à une « *trahison* » comme beaucoup voudraient nous le faire croire. Vichy elle-même comprit ce déterminisme mieux que tous les bavards de gauche, staliniens compris, qui criaient à la trahison. Un appel gouvernemental de juillet 1940 expliquait l'évolution politique du gouvernement Daladier de la démocratie parlementaire au semi-bonapartisme.

*« Tout signalait de façon criante l'impuissance du régime qui ne pouvait se maintenir qu'en se reniant à travers ses décrets-lois. Ainsi faisait-il son chemin, à chaque pas, vers une révolution politique que la guerre et la défaite n'ont fait que hâter ».*

Après la défaite de l'offensive révolutionnaire, l'impuissance des démocrates menait inéluctablement au bonapartisme. La défaite militaire accéléra le processus et donna, bien entendu, quelques traits spécifiques au nouveau régime.

### **Le gaullisme**

Alors que tout semblait perdu sur le champ de bataille, un jeune général, Charles de Gaulle, jusque-là totalement inconnu en dehors des milieux militaires, diffusa de Londres un appel à continuer la guerre. Il n'eut aucun écho dans les milieux dirigeants, à droite comme à gauche et, au début, semble-t-il, ne fit que peu d'impression sur les larges couches de la population. Autour de lui se rassemblèrent quelques militaires de carrière, généralement officiers du rang, et des administrateurs coloniaux, généralement des colonies les plus pauvres et les plus éloignées de la métropole. La médiocre réception qu'eut de Gaulle au début suffit à elle seule à réfuter la thèse selon laquelle Vichy était le résultat du complot de quelques traîtres et non le produit de courants politiques profonds.

Le mouvement gaulliste prétendit au départ être indifférent à la politique, son but unique étant de continuer la guerre du côté anglais. De Gaulle, dit-on, avait des sympathies royalistes, mais ce fait ne joua aucun rôle dans le développement de ce mouvement, d'autant plus à partir du moment où les dirigeants royalistes français se rallièrent à la politique de collaboration avec l'Allemagne. Les chefs gaullistes étaient avant tout des militaires, avec le mépris de « *la politique* » habituel chez les gens de leur caste. C'était là l'unique coloration politique à l'origine du mouvement gaulliste.

Mais bientôt survint un changement. Vichy n'était pas seulement un mouvement de collaboration avec l'Allemagne, mais aussi un gouvernement de réaction politique. Les libertés démocratiques furent supprimées. Comme il arrive souvent dans un conflit, la position prise par un des adversaires détermine souvent celle que doit prendre l'autre. Vichy combina le collaborationnisme pro-allemand et la politique dictatoriale. Le mouvement gaulliste, champion de la lutte patriotique antiallemande eut bientôt à s'opposer à Vichy sur le terrain de la politique intérieure également.

Cette évolution fut grandement accélérée par le mouvement de résistance en France proprement dite, auquel le poids de l'oppression nazie donna naissance, après des mois de découragement et d'apathie. Ce mouvement, du fait de la difficulté des circonstances et aussi d'une politique délibérée des staliniens, resta à un niveau politique plutôt bas, car le fait que l'oppression avait sa source dans une puissance étrangère rendait facile pour les staliniens et les groupes petits-bourgeois de l'orienter dans les canaux du nationalisme. Néanmoins le soutien à ce mouvement provint essentiellement des masses ouvrières et plus de celles des villes. On peut dire que le gros des forces qui soutinrent la

résistance est le même qui a soutenu le Front populaire avec en plus certains cercles de jeunes bourgeois et de cadres moyens de l'Armée. A strictement parler, l'organisation gaulliste est plutôt limitée, mais sa popularité s'étend bien au-delà de ses frontières. Voici par exemple l'histoire d'une manifestation à Lorient le 24 octobre 1942 lors du départ forcé de travailleurs en Allemagne :

*« Le train arriva à l'heure. Les ouvriers se mirent en cortège et marchèrent vers la gare escortés par une foule immense. D'importantes forces françaises et allemandes gardaient les abords de la gare. A l'extérieur, une foule en colère et remuante se pressait de façon si dense que la police elle-même estima son nombre à 15 000. Il y eut des coups de poing sur le quai de la gare où doriotistes et collabo locaux s'étaient rassemblés. Les ouvriers chantaient La Marseillaise et L'Internationale, et la foule au-dehors se joignait à ce chœur. Ils criaient "Vive de Gaulle", "A bas Pétain" et "Laval au poteau" ».*

Il n'y a aucun doute que cette foule, avec quelques-uns de plus, était celle des manifestations de 1934-36. Cette combinaison des aspects national et social du mouvement de résistance, qui est l'un des côtés négatifs mais aussi positifs pour le développement révolutionnaire à venir, est renforcée par la collaboration économique de la bourgeoisie avec l'Allemagne. On peut en mesurer l'étendue par un tableau publié dans la presse allemande à la fin de 1942. Les commandes des impérialistes allemands aux industriels français atteignaient à cette date plus de 10 milliards de marks soit 200 milliards de francs.

En dernier lieu, mais très important, il ne faut pas oublier la traditionnelle division de la vie politique française entre Droite et Gauche. Les origines en remontent à la grande révolution française qui fut en réalité menée à la victoire par les couches d'artisans les plus pauvres, malgré les hésitations de la craintive bourgeoisie riche. Naturellement l'apparition d'un prolétariat industriel et de partis ouvriers a réduit l'importance de cette division. Elle continue néanmoins comme tradition dans la vie politique française et joue son rôle dans certaines limites. En s'opposant à Vichy, de Gaulle est devenu en un certain sens, indépendamment de sa propre volonté, une figure de la « Gauche ». Dans les territoires qu'il contrôle, il maintient en vigueur les lois de la République et accorde à la Syrie et au Liban une indépendance formelle que Blum lui-même a été incapable de réaliser.

### ***L'accord de Washington avec Darlan***

Quand les troupes américaines ont débarqué en Afrique du Nord, Washington a placé au pouvoir l'un des représentants de Vichy les plus compromis, l'héritier de Pétain, l'amiral Darlan. Nous avons déjà eu l'occasion de discuter les raisons de cet acte dans cette revue. Il a révélé le creux de toutes les phrases démocratiques avec lesquelles les Anglo-Américains tentent de se couvrir et il a porté un rude coup à ceux dont la fonction consiste à déguiser la guerre actuelle en lutte pour la liberté.

Le lendemain du débarquement en Afrique du Nord, le secrétaire Hull s'est empressé de répondre aux nombreuses critiques de la politique américaine de conciliation avec Vichy. Il a expliqué que cette politique n'était pas inspirée « *par une sympathie quelconque à l'égard des dirigeants de Vichy* », mais seulement comme un moyen d'obtenir des informations et de préparer l'occupation de l'Afrique du Nord. Pour répondre à ces critiques, il a présenté la politique américaine comme plus machiavélique qu'elle n'est en réalité. En fait, le service diplomatique américain ne s'est pas plus abstenu que tout autre de se procurer toute l'information nécessaire. Néanmoins, si Roosevelt a envoyé à Vichy l'amiral Leahy<sup>2</sup>, ce n'était pas pour espionner mais pour des raisons profondément politiques : il savait que Pétain représentait la bourgeoisie française beaucoup plus que de Gaulle. L'accord avec Darlan s'est fait selon la même ligne. Darlan assurait la continuité du pouvoir politique de la bourgeoisie mieux que

---

<sup>2</sup> William D. Leahy (1875-1959), amiral, ambassadeur en France en 1941, où il avait de bons rapports avec Pétain, puis à l'état-major de Roosevelt.

le « *rebelle* » de Gaulle, qui avait rompu la discipline de l'armée. La collaboration des gaullistes avec les stalinien en France ne pouvait qu'ajouter aux appréhensions de Washington.

Toutes les informations d'Europe depuis novembre indiquent que les répercussions de l'accord avec Darlan ont été profondes sur tout le continent et que les illusions sur les Nations unies, et avant tout les Etats-Unis, sont bien atteintes. Une des indications les plus récentes en est une déclaration faite à Londres le 1er février par René Massigli<sup>3</sup>, un ancien haut fonctionnaire de la IIIe République, qui vient juste de s'évader de France pour rejoindre de Gaulle :

*« Le peuple français a d'abord considéré l'arrivée au pouvoir de l'amiral comme une farce, puis a manifesté son anxiété quand son influence grandissait et a assisté à sa "disparition" maintenant avec un immense soulagement ».*

Cette disparition était son assassinat, que Roosevelt s'était hâté de condamner comme un « *meurtre au premier degré* ». On peut facilement imaginer que le peuple français avait une autre opinion sur la fin d'un de ses bourreaux.

Les circonstances de l'assassinat sont maintenant suffisamment claires, à travers le peu d'information que le censeur a laissé filtrer, et également à travers ce qu'il a dissimulé. Dans le désordre des premières heures qui ont suivi l'assassinat, Washington, comme on pouvait s'y attendre a élaboré une théorie qu'il s'agissait d'un acte commis par les nazis, mais cela s'est révélé si insoutenable qu'elle a dû abandonner

On peut reconstituer le drame avec les informations dont on dispose maintenant. Dans la préparation de leur débarquement en Afrique du Nord, les Américains étaient aidés par quelques Français d'Afrique du Nord. Ils appartenaient en général à la petite bourgeoisie patriote et démocrate : officiers subalternes, étudiants, etc. Il semble qu'il y avait avec eux un groupe qui s'est emparé de l'amiral Darlan à Alger le 8 novembre et l'a livré aux Américains qui venaient juste de débarquer. Les Américains n'ont pas perdu de temps pour le restaurer dans ses pouvoirs anciens, en l'investissant de la mission sacrée de « *libérer* » la France. On peut imaginer la colère de ces jeunes gens qui avaient risqué leur vie en croyant qu'ils renversaient Darlan. Le petit bourgeois en colère est prêt à prendre un revolver. Darlan a été tué par un de ces jeunes<sup>4</sup>, qui, sans perspective révolutionnaire, n'a vu d'autre solution à l'accord Darlan que l'attentat individuel pour sortir de l'impasse.

### **Perspectives**

La place de Darlan a été prise par Giraud, un général qui se tenait jusqu'alors à l'écart de la politique mais qui est connu pour ses sentiments de droite<sup>5</sup>. Les avis de Darlan ont été suivis même après sa

---

<sup>3</sup> René Massigli, diplomate français rappelé d'Ankara par Vichy, se rallia finalement à de Gaulle qu'il rejoignit en 1943.

<sup>4</sup> Fernand Bonnier de la Chapelle (1922-1943), jeune des Chantiers de Jeunesse, influencé par les milieux monarchistes d'Alger et l'aumônier Cordier, assassina l'amiral Darlan le 24 décembre 1943 à Alger, fut condamné le 25 et exécuté le 26.

<sup>5</sup> En réalité, Henri Giraud (1879-1949), général français, prisonnier de guerre évadé, était devenu l'instrument de la tentative de Roosevelt d'écarter de Gaulle. Après son évasion, il était resté quelque temps en France, puis fut transféré en Algérie par les soins des services américains.

mort. Ainsi Peyrouton<sup>6</sup>, ancien ministre de l'Intérieur de Vichy qui a introduit en France le système policier, vient d'être désigné pour être le nouveau gouverneur de l'Algérie.

Comme nous l'a appris le New York Times du 31 janvier, tôt « *en décembre, Darlan avait proposé que Peyrouton soit nommé* » et, à Casablanca, Roosevelt approuva le choix de l'amiral défunt. Il est facile d'imaginer les conséquences de cette politique. Les dépêches d'Afrique du Nord nous ont informés de l'apathie politique qui règne dans la population. Un câble daté du 27 janvier disait :

*« En ce qui concerne les masses européennes, la lune de miel est terminée avec les Américains. Ceux qui gardent une foi persistante en l'Amérique comme champion des opprimés, disent que les Etats-Unis doivent redresser la situation "avant qu'il soit trop tard". La méfiance naît surtout de ces "nouveaux collaborateurs", les officiels de Vichy avec les officiers américains, alors qu'ils étaient il y a peu pro-Vichy et pro-Allemands. »*

Le principal argument de Washington pour justifier sa politique était qu'en Algérie la population était à 90 % pour Pétain. C'est sans aucun doute vrai pour le milieu où M. Murphy<sup>7</sup> et le général Eisenhower se déplacent. La réponse à cette prétention impudente est simple : nous proposons de convoquer immédiatement une élection générale. « *Si vous avez raison, vous n'avez rien à perdre* ».

Bien entendu cela exigerait une fermeté politique bien au-delà des forces du mouvement gaulliste. Sa solidarité fondamentale avec Washington et Londres sur la question de la guerre l'empêche absolument d'avoir assez de courage et d'initiative pour entreprendre une telle campagne.

Il est intéressant d'examiner les arguments de de Gaulle dans sa controverse avec Washington. Ils nous permettront de mieux comprendre le caractère de ce mouvement. Dans un appel à la radio du 8 décembre, de Gaulle disait en parlant de Darlan et de ses compères :

*« La nation ne permettra pas que ces hommes, ayant perdu une guerre étrangère et se sentant condamnés, se sauvent en créant les conditions d'où sortirait la guerre civile ».*

Ainsi, selon le général, l'accord avec Darlan est dangereux parce qu'il révèle les antagonismes de classe. Depuis, plusieurs porte-parole du mouvement gaulliste ont souligné que la politique de Washington en Afrique du Nord accroît le danger du communisme en France, contre lequel le mouvement gaulliste est une bien meilleure garantie que Darlan ou Giraud.

Ces déclarations nous montrent que de Gaulle, hier ignorant en politique, a très rapidement su s'approprier tous les vieux arguments des conciliateurs démocrates qui se présentent toujours comme une meilleure protection que les réactionnaires contre la révolution. Il nous faut reconnaître que, pour le moment, il y a une bonne dose de vérité dans les déclarations de de Gaulle et ses amis. Si de Gaulle avait rejoint Darlan ou même Giraud, le mouvement de résistance en France métropolitaine aurait commencé un grand transfert à gauche. En refusant la conciliation, de Gaulle conserve une popularité qui peut se révéler bien plus utile pour l'ordre bourgeois dans l'avenir.

---

<sup>6</sup> Marcel Peyrouton (1888- 1983 ), politicien français, ministre de l'Intérieur de Pétain, puis ambassadeur en Argentine, rappelé à la demande de Darlan qui en fait le gouverneur général de l'Algérie, a été l'homme de Giraud et des Américains.

<sup>7</sup> Robert D. Murphy (1894-1978), diplomate américain, chargé d'affaires à Vichy puis représentant spécial en AFN, il y prépare le débarquement.

Des estimations politiques concrètes sont d'autant plus difficiles que la France est aujourd'hui muselée. Les Français ne constituent en Afrique du Nord qu'une minorité infime avec une vaste population arabe. Les gaullistes sont quelques milliers d'émigrés. Dans ces circonstances, le rôle des individus peut être particulièrement important. Ainsi la division des deux mouvements reflète incontestablement, dans une certaine mesure, la rivalité entre deux généraux : de Gaulle a pris une décision importante quand la situation était plus grave que maintenant et il a bien l'intention de ne pas en laisser les fruits à des pénitents de la onzième heure. Il serait cependant léger de n'y voir qu'une affaire personnelle.

De Gaulle ne veut pas se couper du mouvement de résistance en France métropolitaine, et, d'une certaine manière, il s'appuie sur lui. Un de ses objectifs, ce faisant, est d'empêcher ce mouvement d'aller plus à gauche. Giraud et derrière lui Washington craignent ce mouvement et préfèrent n'avoir pas de contact avec lui. Il est intéressant de noter que Giraud n'a pas encore adressé un seul appel au peuple de France. Probablement ne sait-il pas s'il doit s'adresser à la bande de Vichy ou à ceux qu'elle persécute ! L'invasion américaine de l'Afrique du Nord marque la fin du régime né à Vichy en 1940. Il pouvait maintenir une existence précaire avec l'Allemagne seulement parce qu'il contrôlait les colonies, hors d'atteinte d'Hitler. Naturellement il manœuvrait dans des limites étroites. Mais le débarquement américain les a réduites à presque rien. Laval n'est plus guère qu'un employé de l'administration allemande.

Les développements militaires conduisent à un rythme plus ou moins rapide à la défaite allemande. Une fois de plus la bourgeoisie française va se tourner vers l'Amérique. Giraud représente, bien plus que de Gaulle, l'axe autour duquel se fera le regroupement politique de la bourgeoisie française. Même sans tenir compte de la déclaration de Roosevelt que le peuple français décidera lui-même de son avenir, Washington ne pouvait manquer de faire donner à Giraud et aux proconsuls qui l'entourent des garanties pour l'avenir. C'est une trouble époque qui arrive et il est sage de conclure d'avance des arrangements !

Si de Gaulle est maintenant mis de côté, cela ne signifie pas que son rôle politique soit terminé. Après l'effondrement de l'empire hitlérien, l'impérialisme anglo-américain trouvera des masses françaises enragées par la pauvreté et l'oppression, et pas du tout disposées à se mettre au travail pour de nouveaux maîtres. Si ça ne marche pas avec Giraud, alors l'impérialisme devra essayer de Gaulle ? Mais la question est de savoir si une ouverture même la plus à gauche peut sauver cet ordre pourri.